

Le Monde: A Cuba, l'opposition unie pour exiger des réformes

En réponse à la restructuration économique entamée par le pouvoir, les dissidents demandent la démocratie.

Par Paulo A. Paranagua (La Havane, envoyé spécial) Publié le 27 juillet 2011 à 14h23 - Mis à jour le 23 juillet 2012 à 08h19

Article paru dans Le Monde daté du 28 juillet 2011

Oswaldo Paya, 59 ans, habite depuis longtemps une maison du Cerro, un quartier assez modeste de La Havane. Dès que le visiteur a franchi le seuil, un portrait du Sacré-Coeur de Jésus proclame la foi du dissident le plus connu de Cuba. Les murs du petit salon exhibent une affiche évoquant le prix Sakharov des droits de l'homme du Parlement européen, qu'il a reçu en 2002, les portraits de ses trois enfants et une photo sur laquelle il porte les caisses contenant les 25 000 signatures recueillies par le projet Varela, qui demandait un référendum sur les réformes démocratiques. La plupart des 75 opposants condamnés en 2003 étaient impliqués dans cette action, la plus massive organisée jusqu'alors par la dissidence.

Sur le trottoir en face de la maison, une immense inscription murale assure que "dans une île assiégée, toute dissidence équivaut à une trahison". "Mes enfants ont grandi dans une ambiance d'agressions et de harcèlement", confie M. Paya, fier de leurs résultats universitaires, qu'il attribue à leur éducation familiale religieuse. "J'ai connu mon épouse en 1986, à la Rencontre nationale ecclésiale cubaine (ENEC), un tournant pour notre Eglise", précise ce dissident démocrate-chrétien. Il y a dix ans, il avait placé sa pétition de référendum, conforme à la Constitution, sous l'invocation de Félix Varela, à la fois père de l'Eglise et patriarche de l'indépendance cubaine.

Aujourd'hui, l'initiative est du côté du gouvernement, engagé dans une vaste restructuration de l'économie. Oswaldo Paya a repris son bâton de pèlerin et a convaincu les principales personnalités de l'opposition de signer une plate-forme commune, diffusée depuis la mi-juillet. "C'est une façon de rappeler que nous sommes là et que nous représentons le vrai changement, explique M. Paya. Raul Castro veut assurer la continuité du groupe au pouvoir depuis cinquante-deux ans. Après avoir géré Cuba comme une ferme privée, les frères Castro la mettent aux enchères comme si c'était un gâteau à partager. Nous ne voulons pas de privatisations ni d'investissements étrangers sans le consentement des citoyens."

La déclaration signée par les opposants demande des modifications législatives pour assurer les libertés d'expression, d'association, de manifestation et de circulation - à l'intérieur de l'île et à l'étranger -, l'accès aux médias et à Internet, des élections libres à tous les échelons et la convocation d'une Assemblée constituante. "Nous défendons la gratuité de l'éducation et de la santé, ainsi que le respect des logements attribués ou occupés, mais nous revendiquons des droits universels, précise M. Paya. Autrement, les mesures adoptées par le gouvernement aggraveront les inégalités et les risques de confrontation sociale."

Cet appel à une transition pacifique, par la voie du dialogue entre tous les Cubains, a été souscrit par un spectre d'opposants qui va de la droite libérale, incarnée par Martha Beatriz Roque, à la gauche sociale-démocrate, représentée par Manuel Cuesta Morua, en passant par d'anciens prisonniers politiques, comme Hector Maceda, des Dames en blanc (épouses de détenus), comme Laura Pollan, ou l'activiste Guillermo Fariñas, connu pour ses grèves de la faim.

Les télégrammes diplomatiques américains révélés par WikiLeaks, Le Monde et d'autres journaux montraient que Washington et La Havane sont d'accord sur un point : l'importance accordée aux jeunes blogueurs critiques, au détriment d'une dissidence groupusculaire et atomisée. "Les blogs ne constituent pas un danger pour le pouvoir, car ils ne génèrent pas une alternative politique", soutient M. Cuesta Morua. "Lorsque nous demandons un libre accès pour tous à Internet, nous nous faisons le porte-parole de ceux qui n'ont pas de blogs", ajoute M. Paya.

Le texte de l'opposition fait l'impasse sur l'embargo américain, dont la fin est réclamée par la majorité des signataires, mais pas par tous. "L'embargo divise encore, admet M. Cuesta Morua. L'idée d'apparaître unis autour d'objectifs essentiels est une autocritique pour l'opposition, qui a compris que les circonstances exigent de laisser de côté les vieilles animosités."

Selon M. Cuesta Morua, les attentes suscitées par les mesures adoptées par Raul Castro proviennent pour l'essentiel de l'étranger. "Les Cubains savent que l'improvisation du gouvernement vise à conserver le pouvoir, assure-t-il. Or Cuba a besoin d'un changement politique, et non d'un simple réajustement économique."

La déclaration unitaire appelle les gouvernements étrangers, notamment l'Union européenne, à maintenir les contacts avec les dissidents et à assurer la transparence dans leurs relations avec La Havane, pour éviter la corruption et les abus. Après la libération d'une centaine de prisonniers politiques, la France et d'autres pays européens ont coupé les liens avec l'opposition et renoué la coopération bilatérale avec Cuba.

Paulo A. Paranagua (La Havane, envoyé spécial)